

mel : [pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr](mailto:pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr)

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
Arrêté préfectoral complémentaire  
(AIOT N°0010006060)**

**Société ELG  
Commune de Beauvilliers**

---

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004 autorisant l'exploitation d'une carrière et d'une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2014 autorisant l'implantation d'un forage et modifiant le plan de phasage de la carrière exploitée par la SA CEMEX sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2015 portant autorisation du changement d'exploitant et modification de la puissance installée de l'installation de traitement des matériaux pour la carrière exploitée par ELG sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2018 concernant la modification des seuils d'admission des matériaux inertes ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2021 concernant les modifications des conditions d'exploitation et du plan de phasage ainsi que l'élargissement des horaires de fonctionnement pour la carrière ELG de la Fosse Aubert située sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 89-2024 du 03 octobre 2024 portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

**VU** la demande du 16 octobre 2023, complétée le 05 septembre 2024, concernant la modification des conditions d'exploitation ainsi que du plan de phasage ;

**VU** l'avis du Réseau de transport d'électricité (RTE) du 29 février 2024 ;

**VU** l'avis du Maire de la commune de Beauvilliers du 05 septembre 2024 ;

**VU** l'avis des propriétaires des terrains du 05 septembre 2024 ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 09 septembre 2024 ;

**VU** la transmission, par courrier du 17 septembre 2024, du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 14 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de l'exploitant ne remet pas en cause la remise en état final de la carrière prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 2004 ;

**CONSIDÉRANT** que le montant des garanties financières a été actualisé ;

**CONSIDÉRANT** les recommandations d'exploitation énoncées dans l'avis susvisé du Réseau de transport d'électricité (RTE) pour l'extraction du calcaire sous les lignes électriques aériennes à 225 000 Volts Chaunay-Dambron-Justice n°1 et 225 000 Volts Chaunay-Dambron-Espiers n°2 ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable du Maire de la commune de Beauvilliers ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable des propriétaires des terrains ;

**CONSIDÉRANT**, au regard de l'arrêté ministériel modifié du 12 décembre 2014 susvisé, que la modification sollicitée ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions des arrêtés préfectoraux du site, non contraire au présent arrêté, restent applicables et sont de nature à assurer la protection des intérêts visés aux articles L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les pièces et éléments produits par l'exploitant à l'appui de sa demande du 16 octobre 2023 sont recevables ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

## **ARRETE**

### **Article 1**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société ELG, dont le siège social est situé au 1 rue Vasco de Gamma, 94460 VALENTON, pour sa carrière à ciel ouvert située sur le territoire de la commune de Beauvilliers.

### **Article 2 : Abrogation et modification des prescriptions des actes antérieurs**

La prescription suivante est abrogée par le présent arrêté :

- Article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2021.

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

- Article 1.1, paragraphe n°2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004,
- Article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004,
- Article 3.5.5 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004,
- Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004.

### **Article 2**

Les dispositions de l'article 1.1, paragraphe n°2, de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 176 ha 95 a 29 ca pour une surface exploitable de 158 ha 60 a 43 ca maximum et concerne les parcelles section ZN n° 6 à 9, n° 20 et 21 et section ZM n°6 à 8 et n° 12 à 15 par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) ».

Le plan cadastral annexé à l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004 est remplacé par l'annexe 1 du présent arrêté.

### **Article 3**

Les dispositions de l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation est menée et les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plan et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant ainsi que le courrier de l'exploitant du 23 décembre 2003, le mémoire de l'exploitant du 23 janvier 2004 et ses annexes, les télécopies des 30 janvier et 04 mai 2004 , les courriers du 06 février et 09 avril 2004, les courriels des 15 et 20 avril 2004, le dossier du 16 octobre 2023, le courriel du 05 septembre 2024, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les plans de phasage des travaux sont annexés au présent arrêté. »

Les plans de phasage annexés à l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004, modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 2021, sont remplacés par l'annexe 2 du présent arrêté.

#### **Article 4**

Les dispositions de l'article 3.5.5, de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. En ce qui concerne les massifs de fondations des pylônes (entre le pied extérieur du support et la limite du front de taille), cette distance est portée à 30 mètres.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

Une distance horizontale minimale d'éloignement de 40 mètres sera maintenue entre les fronts d'extraction et la RN 154. Aucune extraction à l'aide de produits explosifs n'aura lieu à moins de 50 mètres de la limite du site, côté route nationale 154.

Une distance horizontale minimale d'éloignement de 60 mètres sera maintenue entre la limite d'extraction et la limite du site, et de 155 mètres entre les habitations et la limite d'extraction.

#### **Concernant la protection des lignes haute tension et de leurs aménagements :**

- Lors de toute intervention à proximité des lignes électriques aériennes à haute tension, une distance de sécurité de 5 mètres minimum sera respectée en permanence et dans tous les cas entre les conducteurs des lignes électriques et les personnes, matériels et matériaux pouvant évoluer sur le chantier ;
- Une distance minimale supérieure à 5 mètres sera respectée entre un point quelconque de tout véhicule, de son équipement ou de son chargement et des lignes électriques ;
- Extraction autorisée uniquement sous les 2 lignes de 225 kV (Espiers et Justice) sous conditions du respect des éléments suivants :
  - Les zones critiques sous les lignes électriques seront signalées afin de bien identifier les secteurs sur lesquels des mesures de protection devront être mises en œuvre ;
  - Le décapage sera réalisé à l'aide d'une chargeuse sur chenille, puis les terres seront chargées dans des tombereaux articulés ;
  - L'extraction du gisement sera réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique équipée d'un marteau excentrique hydraulique ;
  - Le tout-venant sera récupéré à la pelle puis chargé dans des tombereaux situés en fond de fouille ;
  - Les opérations de remblaiement (apport de matériaux inertes d'origine extérieure), seront réalisées avec des camions type semi-benne. Ils amèneront les matériaux et les déverseront en bord de fosse d'extraction. Ces mêmes matériaux seront ensuite poussés par un trax ou un bull sur quelques mètres. Afin d'éviter les risques en lien avec les lignes électriques haute tension, et compte tenu de la hauteur des bennes des camions, les opérations de bennage seront réalisées en amont de l'emprise des lignes ;

- Le bras des chargeuses et des pelles hydrauliques seront bloqués afin d'en limiter la hauteur de travail en adéquation avec les limites imposées par le présent arrêté ;
- Aucun terrassement ne sera réalisé à moins de 30 mètres des massifs de fondation des pylônes, ceci afin d'assurer leur stabilité, de ne pas compromettre leur résistance au renversement et des possibilités d'haubanage en cas d'avarie ;
- Toutes installations d'équipements, annexes supplémentaire nécessaires à l'exploitation de la carrière respectent les normes de l'arrêté technique interministériel du 17 mai 2001 dans le cas d'installations situées à proximité ou surplombées par des lignes électriques de 3<sup>ème</sup> catégorie ;
- Les fronts seront talutés à 85° maximum près des pylônes ;
- Toutes les précautions utiles dans le cas d'éventuels tirs de mines sont pris afin qu'aucun projectile ne vienne percuter les supports ou les conducteurs ;
- Les tirs de mines seront effectués uniquement sur des fronts ouverts vers l'extérieur de la zone d'implantation des lignes haute tension ;
- Les tirs de mines s'effectueront à plus de 20 mètres des lignes haute tension. Les charges explosives utilisées seront adaptées en prenant en compte la distance aux pylônes ;
- Les détonateurs et les méthodes de tirs utilisés seront choisis de façon à ne pas générer de risque d'interaction électrique ou électro-magnétique, du fait de la présence des lignes électriques ;
- Un accès terrestre permanent aux lignes électriques et aux ouvrages gérés par RTE (pylônes,...), suffisamment large pour le passage des engins d'entretien et de réparation (véhicules lourds), est préservé en permanence pendant toute la durée de l'autorisation ;

En ce qui concerne les lignes électriques, les lignes téléphoniques enterrées et les canalisations d'approvisionnement des enrouleurs, l'exploitant veillera au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

L'exploitant se conformera aux éventuelles autres recommandations techniques et aux distances que le gestionnaire du réseau concerné lui fera connaître, même dans le cas où ces recommandations seraient plus strictes que les prescriptions du présent arrêté. »

### **Article 5**

Les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2004 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le montant des garanties financières est établi conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

L'exploitation est menée en 3 périodes quinquennales

À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Périodes	S1 (en ha)	S2 (en ha)	S3 (en ha)	Montant des garanties financières (€)
C	16,33	26,14	1,58	1 339 404
D	17,21	23,39	2,44	1 295 052
É	16,44	17,80	2,60	1 110 985

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au mois de juin 2024, soit 129.8 (base 100 en 2010).

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

### **Article 6 – Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 7 - Délais et voies de recours**

#### **A – Recours contentieux**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture .

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

#### **B – Recours administratif**

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,

- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### **Article 8 - Notification, publicité**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et à Monsieur le Maire de Beauvilliers.

#### **Article 9 – Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

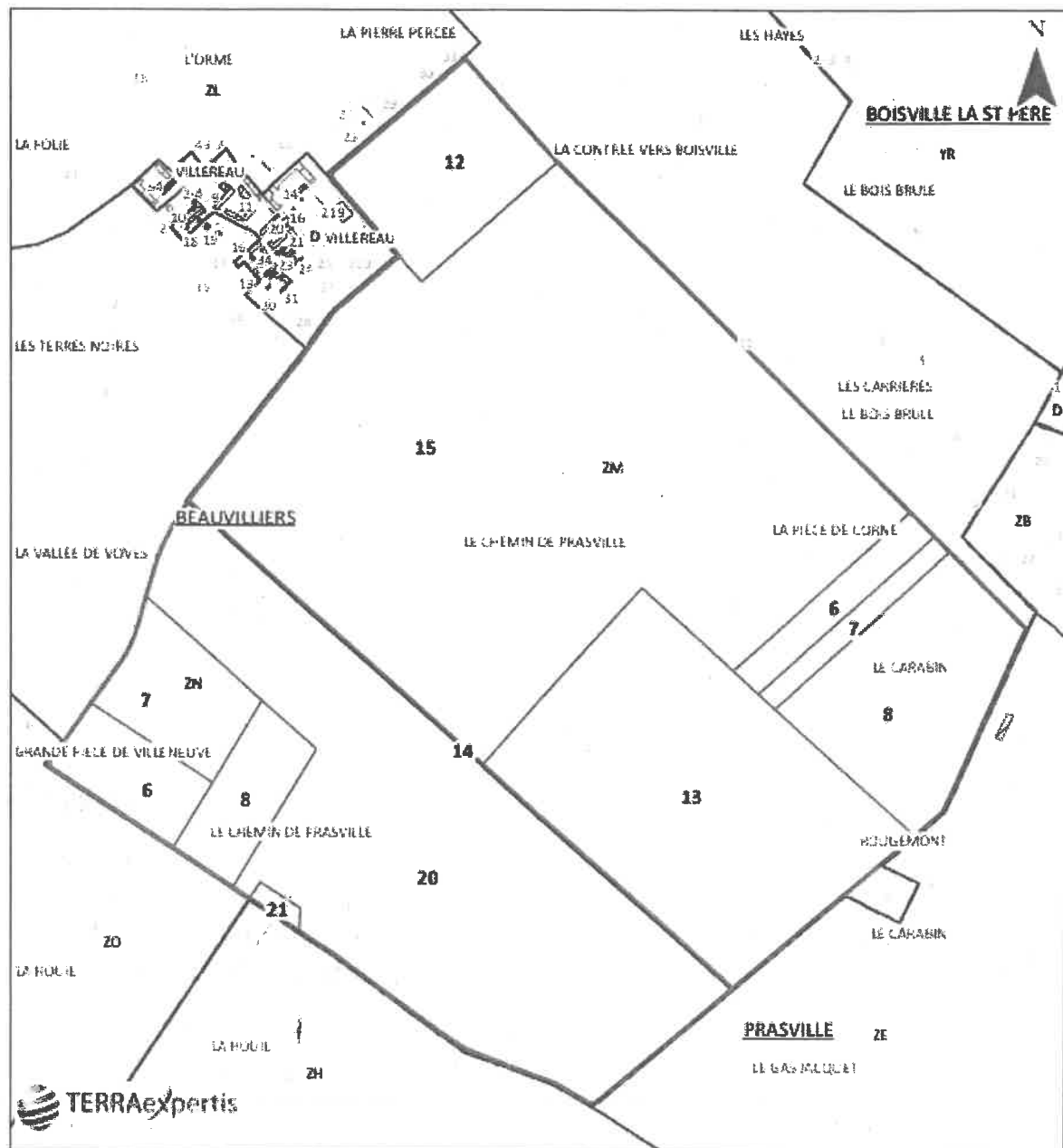
**04 NOV. 2024**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale



**Agnès BONJEAN**

**Figure 2 : Plan parcellaire**



Sources : cadastre ETALAB (juillet 2023), ELG et TERRA expertis  
RGF 1993, 08/09/2023

**LÉGENDE**







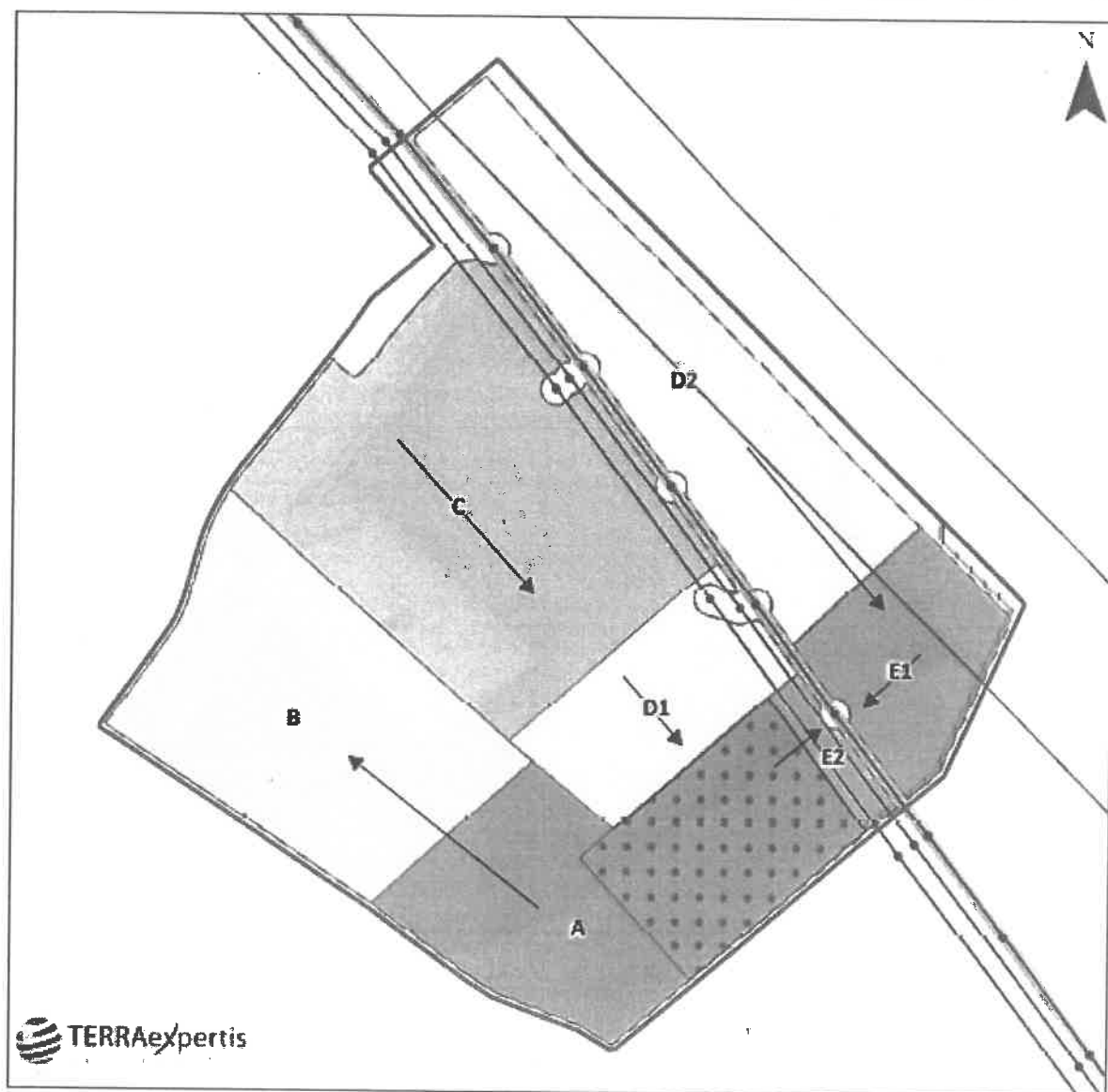
	Périmètre autorisé		Bâti dur
	Limites communales		Bâti léger
	Limites de section		
	Parcelles concernées par le projet		
	Parcelles non concernées par le projet		





Figure 8 : Plan de phasage global sollicité

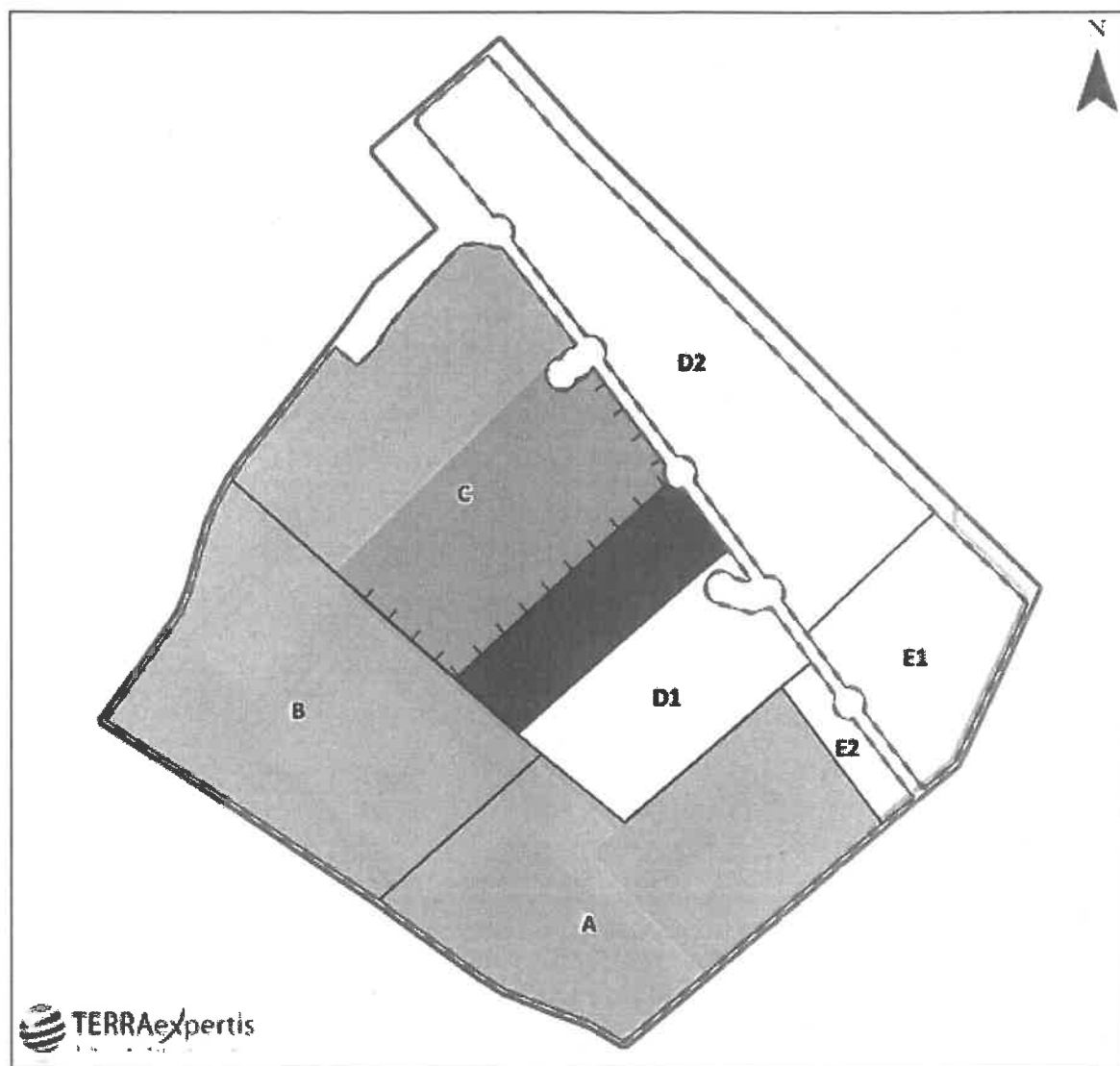


TERRAexpertis

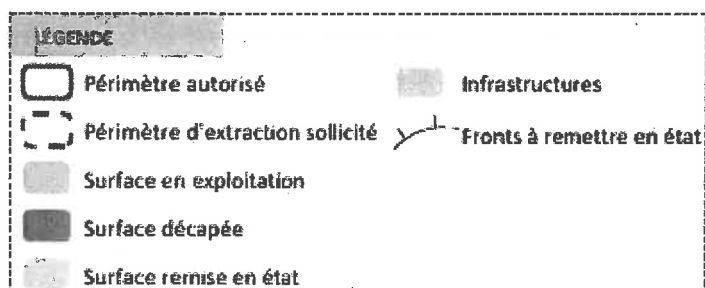
Sources : IGN (Orthophoto HR), RTE, ELG et TERRA expertis  
RGF 1993, 13/10/2023

LÉGENDE			
	Périmètre autorisé		Phase A
	Périmètre d'extraction sollicité		Phase B
	Aire technique		Phase C
	Voies principales d'accès		Phase D
	Sens d'exploitation		Phase E
			Fuseau RN154
			Intersection fuseau RN154 et périmètre exploitable autorisé
			Secteurs non exploitables sous les lignes
			Lignes électriques haute tension
			Pylônes

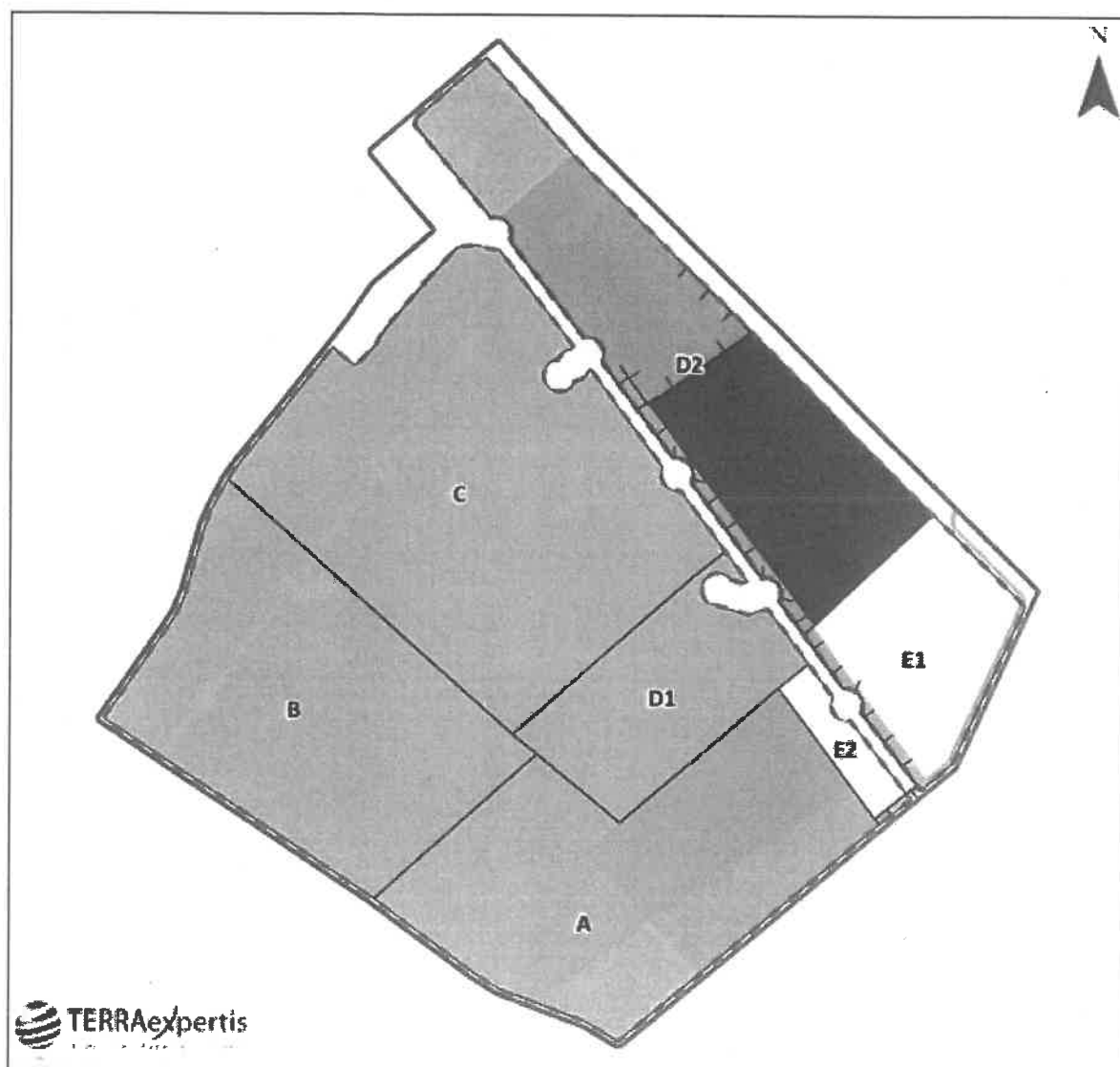
0 100 200 m  
1:11 000



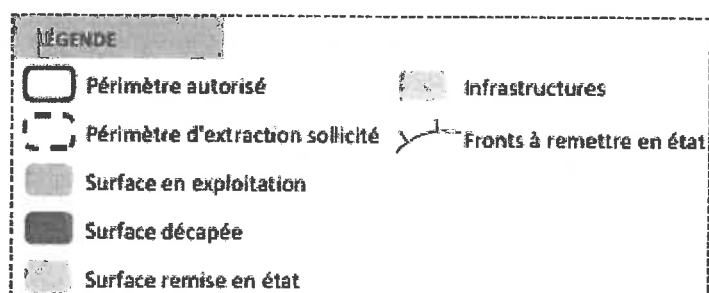
Sources : ELG et TERRA experts  
RGF 1993, 02/08/2024



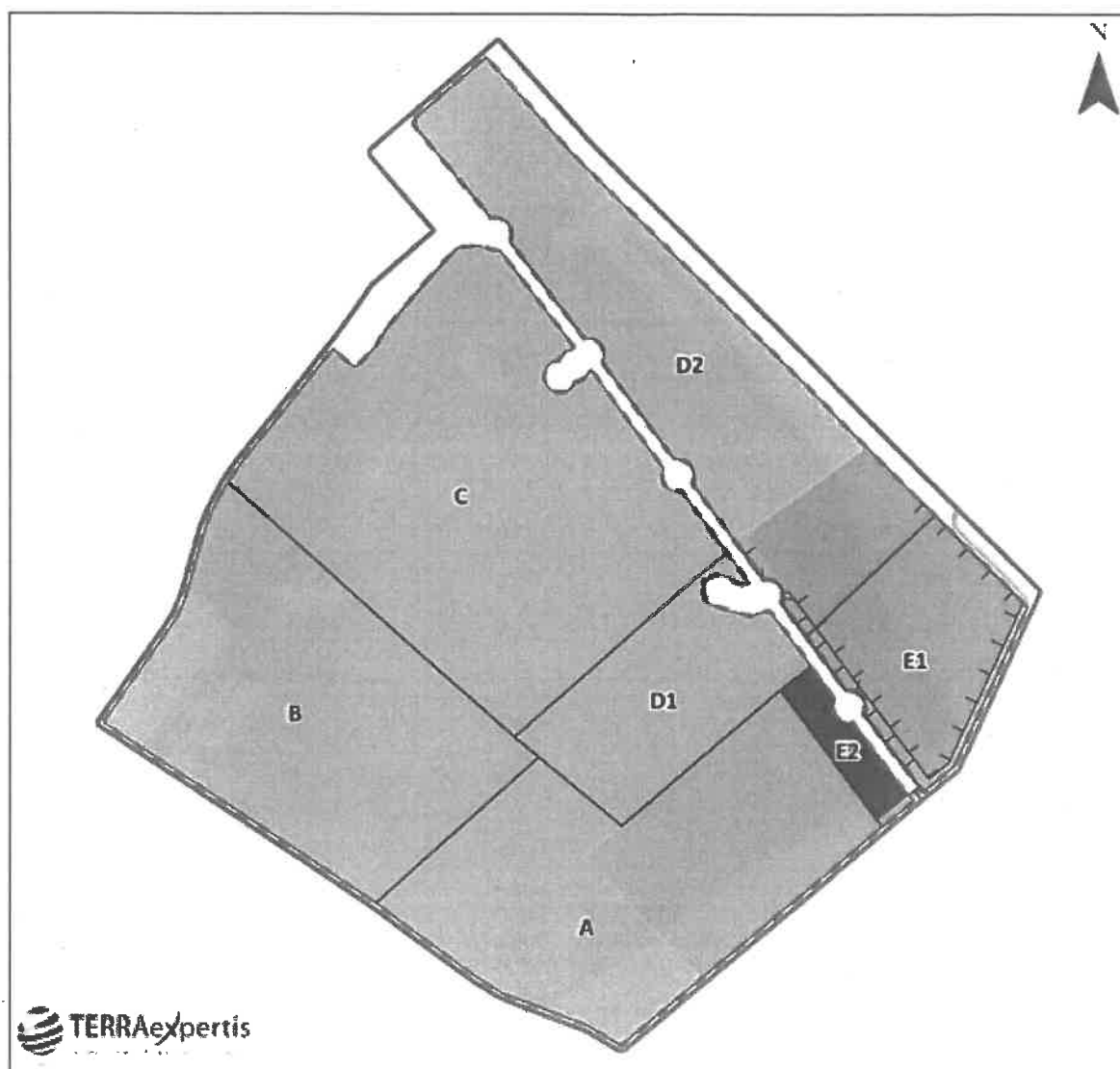
0 100 200 m  
1:11 000



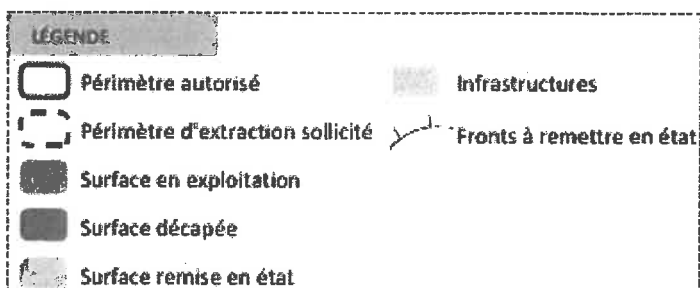
Sources : ELG et TERRA expertis  
RGF 1993, 02/08/2024



0 100 200 m  
1:12 000



Sources : ELG et TERRA expertis  
RGF 1993, 02/08/2024



0 100 200 m  
1:11 000